



PRÉFET DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES
BUREAU DES ENQUETES PUBLIQUES,
DES ACTIVITES FONCIERES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

n° 2012-PREF.DRCL.BEPAFLSSPILL/ 036 du 20 janvier 2012

mettant en demeure la Société CARLAP située à WISSOUS

de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 920777 du 9 mars 1992 et les arrêtés ministériels du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant de l'ammoniac comme fluide frigorigène et du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

**LE PREFET DE L'ESSONNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.511-1, L.514-1, L.514-6, R.512-1 et R.514-3-1,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 23 décembre 2010 portant nomination de M. Michel FUZEAU, préfet hors cadre, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant de l'ammoniac comme fluide frigorigène,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-PREF-MC-006 du 10 janvier 2011 portant délégation de signature à M. Pascal SANJUAN, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 920777 du 9 mars 1992 autorisant la SNC FIMACO, à exploiter au 68, Rue Guillaume Bigourdan - 91320 WISSOUS, les activités suivantes relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement :

**- 361-A-1 (A) : Installation de réfrigération utilisant de l'ammoniac
Puissance absorbée : 420 KW**

- 361-B-1 (A) : Installation de réfrigération utilisant des fréons (R 502 et R 12)

Puissance absorbée : 581,3 KW

- 50-2 (A) : Dépôt d'ammoniac liquéfié en réservoir

Quantité totale stockée = 3 500 Kg

- 183 ter 2 (D) : Entrepôts couverts pour le stockage de produits surgelés et de produits secs

Volume total = 25 000 m³

- 3-1 (D) : Atelier de charge d'accumulateurs

Puissance utilisable = 16,2 KW

VU le récépissé de déclaration de succession délivré le 29 février 2000 à la Société CARLAP dont le siège social est situé 40-42, Bld Jean Jaurès à CLICHY (92110), pour l'exploitation au 68, Rue Guillaume Bigourdan à WISSOUS, des activités suivantes susvisées et actualisées comme suit :

- installation de réfrigération n° 2920-1-a (A) (ex 361-A-1)

(puissance : 420 KW)

- emploi d'ammoniac n° 1136-B-b (A) (ex 50-2)

(quantité totale : 3 500 kg)

- installation de réfrigération n° 2920-2-b (D) (ex 361-B-1)

(puissance : 114 KW)

- entrepôt couvert n° 1510-2 (D) (ex 183 TER-2)

Volume : 25 000 m³/2 500 kg)

- atelier de charge d'accumulateurs n° 2925 (D) (ex 3-1°)

Puissance : 16,2 KW).

VU l'arrêté préfectoral n° 2001/PREF/DCL/0037 du 9 février 2001 portant imposition à la société CARLAP à WISSOUS de prescriptions techniques complémentaires visant à prévenir le risque de légionellose lié à la présence de tours aéroréfrigérantes,

VU le récépissé de déclaration délivré le 16 mars 2006 à la société CARLAP, située à WISSOUS - 11-13, Boulevard de l'Europe faisant part de l'exploitation à la même adresse, de l'activité suivante :

- installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air du type circuit primaire fermé (puissance thermique totale évacuée = 1021 kW) n° 2921-2 (déclaration avec bénéfice de l'antériorité)

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-PREF.DCI 3/BE 0020 du 25 janvier 2007 imposant à la société CARLAP HLDF des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de ses installations à WISSOUS,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 décembre 2011, établi à la suite d'un contrôle du site effectué le 22 novembre 2011,

CONSIDÉRANT que lors de ce contrôle, l'inspecteur des installations classées a constaté que l'exploitant ne respecte pas les engagements pris dans son dossier d'autorisation d'exploiter et plus spécifiquement les horaires des activités d'entreposage frigorifique, ce qui contrevient aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 920777 du 9 mars 1992,

CONSIDÉRANT que l'inspecteur des installations classées a également relevé que le niveau acoustique mesuré la nuit en limite de propriété de l'établissement CARLAP par la société APAVE excède le seuil admissible, ce qui contrevient aux dispositions de l'alinéa 4° de l'annexe VI de l'arrêté préfectoral susvisé,

CONSIDÉRANT que les conditions de collecte et de stockage temporaires des déchets mises en œuvre par l'exploitant dans l'enceinte de l'établissement ne sont pas conformes aux prescriptions fixées par l'annexe V de l'arrêté préfectoral du 9 mars 1992 et par l'article 45 de la section VI de l'arrêté ministériel du 2 février 1998,

CONSIDÉRANT que le déversement des eaux de lavage des véhicules de livraison et des jus des déchets odorants sur les voies de circulation sont de nature à incommoder le voisinage, ce qui contrevient aux dispositions fixées par l'annexe III de l'arrêté préfectoral du 9 mars 1992,

CONSIDÉRANT que la porte d'accès au local contenant les installations de réfrigération et notamment les réservoirs de stockage d'ammoniac n'est pas fermée à clef, ce qui contrevient aux dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 visant à prévenir les actes de malveillance sur les installations de réfrigération,

CONSIDÉRANT que l'établissement n'est pas clôturé sur la totalité de sa périphérie, ce qui contrevient aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 9 mars 1992,

CONSIDÉRANT que la société ne respecte pas la réglementation en vigueur et que, de ce fait, la protection des intérêts visés par l'article L.511-1 du code de l'environnement n'est pas garantie et qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.514-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La société **CARLAP**, dont le siège social et l'établissement sont situés 11-13, Boulevard de l'Europe à WISSOUS, est mise en demeure, dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter :

- les horaires de fonctionnement de l'établissement, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 920777 du 9 mars 1992,
- les niveaux acoustiques limites admissibles en limite de propriété fixés pour la période nocturne, conformément aux dispositions de l'alinéa 4°) de l'annexe VI de l'arrêté préfectoral susvisé,
- les conditions de collecte et de stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement, conformément aux prescriptions fixées par l'annexe V de l'arrêté préfectoral du 9 mars 1992 et par l'article 45 section VI de l'arrêté ministériel du 2 février 1998,
- les conditions de déversement des effluents aqueux, conformément aux dispositions fixées par l'annexe III de l'arrêté préfectoral du 9 mars 1992,
- les dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 visant à prévenir les actes de malveillance sur les installations de réfrigération,
- les conditions de clôture de l'établissement, conformément aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 9 mars 1992.

ARTICLE 2 : En cas de non respect des injonctions susvisées dans les délais impartis, la société **CARLAP** sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

(Articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES) :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs des installations classées,

L'exploitant,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire de WISSOUS.

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général


Pascal SANJUAN